

# ILLETTRISME, "PARLONS-EN" ! UN ENJEU POUR LA VILLE : LA LECTURE

Assises régionales Marseille 26-27 octobre 1990

C'est sous l'égide de la Préfecture de Région (Secrétariat Général pour les Affaires régionales) qu'à été mis au point par l'ensemble des partenaires associés (SGAR, GPLI, Service Liaisons Promotion des Migrants, les Directions Régionales, les Rectorats, la Direction Départementale Jeunesse et Sports, le Fonds d'Action Sociale, la Direction du Centre Régional de Formation aux Carrières des Bibliothèques du Livre et de la Documentation, le Service des Affaires Culturelles de la ville de Marseille, des responsables de Bibliothèques Municipales des villes de la région, la Mission Locale du pays d'Aix, les associations : ATD Quart Monde - CRILJ - À la rencontre du livre - AFL, le Comité d'Établissement Régional SNCF) un projet d'action pour 1990 en trois temps :

- la tenue d'Assises Régionales sur le thème "ILLETTRISME, parlons-en. Un enjeu pour la ville : la lecture" dont Christiane BERRUTO, Alain GIRAL et Mireille TEPPA, membres de l'AFL Marseille nous rendent brièvement compte ci-après.

- une enquête menée auprès des villes de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur dont nous reprenons quelques résultats, extraits du compte-rendu provisoire établi par Joëlle MENANT, chargée de mission auprès de la DRAC

- le lancement d'un appel à projets pour des villes lecture.

La mise en œuvre de la politique des villes a constitué une opportunité pour lancer le projet, dans la perspective d'impliquer les collectivités territoriales dans les démarches de type "ville-lecture". L'objectif principal était de créer une dynamique au plan régional, en s'appuyant sur les communes. Des groupes de travail ont été mis en place pour l'élaboration et la mise en œuvre de cette démarche, à deux niveaux :

- un comité de pilotage interinstitutionnel présidé par le secrétariat Général pour les Affaires Régionales.

- deux groupes de travail (l'un dans l'Académie d'Aix-Marseille, l'autre à Nice) consultatifs et techniques, élargis aux partenaires associatifs, institutionnels, professionnels et à divers organismes.

Le fonctionnement régulier de ces groupes de travail a permis, outre la mise en œuvre de l'ensemble de la démarche, une rencontre de partenaires qui n'ont pas toujours l'occasion de travailler ensemble.

## L'ENQUÊTE

Elle devait permettre d'obtenir un état des lieux de la région. Elle voulait, en même temps :

- mobiliser tous les partenaires possibles dans les villes de la région sur les problèmes d'illettrisme et les enjeux d'une politique de développement de la lecture

- repérer les réseaux existants

- établir un état des lieux des politiques du livre et de la lecture menées à l'échelon local, le tout dans la perspective des villes-lecture.

Le questionnaire, intitulé **Politique du livre et de la lecture dans les villes** comprenait les parties suivantes :

- les caractéristiques de la commune

- la politique municipale (la bibliothèque municipale, actions diverses en direction de la population, actions spécifiques en direction du personnel communal)
- le secteur public et para-public : secteur scolaire et péri-scolaire, insertion et formation professionnelle, actions en direction de publics spécifiques)
- le secteur associatif
- le secteur privé
- récapitulatifs et perspectives.

Les résultats de cette enquête ont été publiés lors des Assises régionales.

## LES ASSISES RÉGIONALES

Elles se sont tenues à Marseille les 26 et 27 octobre 1990. Ces deux jours devaient représenter un temps fort pour analyser, réfléchir, agir et mobiliser tous les partenaires autour de projets privilégiant la cohérence et la durée, élaborés à l'initiative des Villes et de leurs élus, afin de déboucher sur l'appel à projets.

Ces deux journées, étaient articulées autour de trois grands thèmes :

- Illettrisme et développement des villes
- Complexité des situations et diversité des solutions
- Développement des politiques et des projets municipaux et régionaux.

Ces thèmes ont donné lieu à des exposés, des témoignages, des débats et des conférences.

Nous avons pu noter, outre une large représentation de toutes les instances régionales, la présence de nombreuses personnalités venues apporter leur aide, leur réflexion et leur soutien à cette démarche. Il a été déploré, en revanche, l'absence de représentation du monde du travail (syndicats, comités d'entreprise...) ainsi que des parents d'élèves face à une "sur-représentation" des catégories professionnelles "initiées".

La spécificité des diverses interventions n'empêcha pas quelques idées fortes d'émerger, idées autour desquelles un consensus s'élabora.

## 1 LA NOTION D'ILLETTRISME

Il a été souligné, en premier lieu qu'il n'y a pas une montée subite de l'illettrisme mais une mise au clair d'un phénomène ancien devenu, en cette fin de XX<sup>ème</sup> siècle, la préoccupation de beaucoup.

Ensuite, nous avons été amenés à réfléchir sur le cheminement d'un illettré : ce n'est pas un analphabète, à un moment il su lire. Aussi serait-il intéressant de savoir pourquoi et à partir de quand il n'a plus eu les compétences requises.

De même faudrait-il mieux connaître les situations d'illettrisme et mieux les faire connaître afin d'accroître le nombre de réponses adaptées.

## 2 LE PARTENARIAT

Travailler ensemble au niveau des secteurs éducatif, culturel et social est apparu comme une nécessité.

La séparation des secteurs d'action des élus constitue une barrière. Malgré les nombreuses difficultés qui ont été soulignées, toute action doit être intégrée dans la politique globale de lecture, elle-même intégrée dans une politique culturelle dont elle en sera le moteur.

Beaucoup d'intervenants ont insisté sur la nécessité de voir l'école et les lieux culturels de la ville ou du quartier travailler ensemble. L'ouverture de l'école sur la vie de la commune et en direction des parents a été plusieurs fois évoquée, en particulier dans les différents témoignages d'expériences. Pour que ce partenariat fonctionne pleinement, l'existence d'un lieu - pivot dynamisant dont la mission serait de stimuler et de relier entre elles les initiatives dans le domaine de la lecture - est apparue inévitable. Pour beaucoup, ce pourrait être la bibliothèque municipale, lieu ressource du livre.

### 3 LA FORMATION DES INTERVENANTS

Prendre conscience de l'importance de l'illettrisme manifester une bonne volonté et un enthousiasme exemplaires ne suffisent pas. Une formation s'impose. Il faut parvenir à une professionnalisation des formateurs. Tous les intervenants ont manifesté le désir de développer ce secteur de formation dans les différentes institutions concernées.

En particulier, les responsables de l'Éducation Nationale mirent l'accent sur les difficultés de la mise en place des cycles (qui ne présente pas qu'un changement de structures mais qui exige une harmonisation des démarches et une coopération des enseignants) et de la formation des enseignants autour de l'apprentissage de la lecture. L'Académie d'Aix Marseille, consciente des difficultés, a décidé de donner une priorité pour les années à venir à cette formation.

### 4 LA VILLE-LECTURE

C'est Jean FOUCAMBERT qui a eu la charge de présenter le concept de "ville lecture" tel qu'il était né à l'A.F.L. Son intervention de vendredi soir a permis de poursuivre le samedi la réflexion au sujet des politiques de lecture et des projets municipaux.

### L'APPEL À PROJETS

Troisième étape, cet appel a pour but de sensibiliser élus et partenaires de l'action sociale, éducative et culturelle aux enjeux de la lecture, de donner l'impulsion, de susciter une dynamique régionale en s'appuyant sur les villes en tant que **"lieux privilégiés où sont réunies les conditions d'une évolution rapide vers le statut de lecteur"**.

Un document, distribué à la fin des Assises, rappelait les caractéristiques auxquelles devrait répondre tout projet :

- mettre en réseau l'ensemble des initiatives dans le domaine de la lecture en les inscrivant dans une démarche globale.
- promouvoir une réelle politique de lecture : mise à niveau des équipements, renforcement ou création d'animations et d'actions de formation, encouragement et valorisation d'actions expérimentales dans des domaines précis : écoles, formation d'adultes, quartier...
- rendre "positif" le rapport à l'écrit.

Le document présente les critères de sélection des projets, et les aides prévues pour leur réalisation (collaboration technique, formation, aides financières). Il conclut sur la nécessité de prévoir une évaluation aux diverses étapes de la mise en oeuvre du projet.

La balle est maintenant dans le camp des élus de la Région PACA. L'enthousiasme manifesté lors de ces assises devrait se concrétiser dans des projets à établir pour la fin du deuxième trimestre 91.

Pour conclure, soulignons pour un groupe local, l'intérêt de ce type de "rencontres" grâce aux réflexions qu'elles suscitent et à la dynamique qu'elles créent. Elles ne doivent pourtant ne pas être comme l'arbre qui cacherait la forêt. En effet, les difficultés demeurent :

- nécessité d'être vigilants quand au respect du concept "ville-lecture"
- comment, concrètement, rester crédible sur le terrain, en trouvant les capacités (compétences, temps, lieux) de mener à bien le dit projet
- ne pas laisser échapper le potentiel d'investissement qu'une telle manifestation révèle.

Notre Groupe Local suivra de très près la naissance de ces projets-lecture dans les Bouches du Rhône, espérant ainsi que les résolutions prises ne resteront pas "lettre morte", ce qui serait un comble s'agissant de lutte contre l'illettrisme.

Christiane BERRUTO, Alain GIRAL, Mireille TEPPA